

(11)

Lettre ouverte de Lucien Alliot aux Conseillers Généraux du Loiret

avant le 9 mars 1993

Monsieur le Président du Conseil Général,  
Mesdames et Messieurs les Conseillers Généraux,

**" LE PAYS AUX MILLE COLLINES " n'a pas la coopération qu'il mérite.**

Personne n'ignore dans le Loiret les liens privilégiés que vous avez tissés avec le Rwanda. Beaucoup savent combien la situation actuelle de ce pays est critique. Le déséquilibre ethnique se maintient depuis de nombreuses années. Les Hutus, dont est issu le président Habyarimana, au pouvoir depuis 1973, ne cessent d'imposer leur loi à la minorité Tutsi. Celle-ci n'a d'autre possibilité que de se réfugier dans les pays voisins et d'y organiser les bases de leur résistance. Ne pouvant prétendre à une expression démocratique, il leur faut se résoudre à la lutte armée et à la guerre civile. L'accord signé le 18 août 1992 à Arusha est bafoué par le pouvoir en place.

Le Conseil Général et vous, Monsieur le Président, avez reçu avec faste le Président Habyarimana. Qu'en est-il aujourd'hui des relations avec cet homme qu'il faut bien considérer comme l'un des principaux responsables de l'état de délabrement politique et social actuel du Rwanda? En se maintenant au pouvoir, et en refusant de dialoguer avec l'opposition, il aggrave la situation et repousse une issue démocratique à laquelle nous ne pouvons qu'aspirer tous.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Conseillers, l'aide substantielle accordée à une région de ce pays est-elle adéquate? Le volet "haricot vert" n'a jamais permis, dans aucun pays d'Afrique noire où il a été mis en place (toujours sur l'incitation d'européens) une progression du pouvoir économique des paysans qui l'ont mis en oeuvre à la sueur de leur front. Regardez de près le Burkina Faso, le Sénégal, le Kenya; au bout d'une dizaine d'années le producteur est dans la misère car seuls les transporteurs et les mandataires de Rungis savent et peuvent maintenir leurs plantureux bénéfices. Pour quelles relations futures maintenez-vous là-bas Monsieur Merlet?

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nous demandons un débat public sur la politique du Conseil Général du Loiret en direction du Rwanda. Pour ce faire, nous demandons d'avoir accès à tous les dossiers relatifs aux actions déjà menées.

Veillez, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, agréer mes salutations de citoyen du Loiret.